

Art. 25. A l'article unique de l'annexe XV au même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 avril 2009, les mots « Règlement (CE) n° 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone » sont remplacés par les mots « Règlement (CE) n° 1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ».

Art. 26. Au même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 avril 2006, il est ajouté une annexe XXII, jointe au présent arrêté.

Art. 27. Le Ministre flamand ayant l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 novembre 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,
Mme J. SCHAUVLIEGE

Annexe XXII

Liste des infractions environnementales, en exécution de l'article 16.1.2, 1°, f) et de l'article 16.4.27, alinéa trois, du décret du 5 avril 1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement.

Article unique. Le non-respect des obligations légales suivantes, visées à l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 mai 2008 établissant les conditions d'exercice de la chasse :

| Article | Obligation légale |
|----------------------------|---|
| 1° 12 § 1 ^{er} | La chasse au petit gibier requiert un rapport du gibier et un plan de tir pour petit gibier, à soumettre par le titulaire du droit de chasse. |
| 2° 12, § 2, alinéa premier | Le plan de gestion pour petit gibier est introduit par le titulaire du droit de chasse auprès de l'agence au plus tard trois mois avant l'ouverture de la chasse aux espèces, visées à l'alinéa premier. Lorsque le plan de gestion du gibier n'est pas introduit dans les délais, la chasse à ces espèces de gibier et les terrains de chasse en question sont ouverts au plus tôt trois mois après l'introduction du plan de gestion du gibier. |

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 novembre 2010 modifiant diverses dispositions de l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 décembre 2008 portant exécution du titre XVI du décret du 5 avril 1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement et de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 décembre 2005 portant création de l'agence autonomisées interne sans personnalité juridique « Natuur en Bos ».

Bruxelles, le 19 novembre 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,
Mme J. SCHAUVLIEGE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 4109

[C - 2010/29615]

21 OCTOBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les caractéristiques techniques de Bruxelles 107.2 MHz assignable à un éditeur de services pour la diffusion de service de radiodiffusion sonore en mode analogique par voie hertzienne terrestre sans qu'une autre Communauté soit empêchée de mener sa propre politique en matière de radiodiffusion sonore en mode analogique par voie hertzienne terrestre

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant le cadastre initial de référence de la Communauté française pour la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87.5-108 MHz et modifiant le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française;

Vu le décret du 30 avril 2009 portant ratification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 mars 2009 portant coordination du décret sur les services de médias audiovisuels, et en particulier l'article 99;

Considérant que la liberté d'expression est consacrée par le droit international, notamment par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et l'article 9 de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales;

Considérant que la liberté d'expression est consacrée par l'article 25 de la Constitution;

Considérant que la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques régit la matière à l'échelon fédéral;

Considérant que l'article 13, alinéa 2, de la loi précitée prévoit que, pour l'assignation et la coordination des radiofréquences, l'IBPT tient notamment compte des accords internationaux, régionaux ou particuliers y relatifs ainsi que des dispositions européennes concernant l'harmonisation des radiofréquences;

Considérant que l'article 14 de la loi précitée énonce que le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les prescriptions techniques concernant l'utilisation des radiofréquences et les prescriptions techniques concernant l'attribution de radiofréquences destinées exclusivement à des signaux de radiodiffusion, qui doivent rester communes à l'ensemble de la radiodiffusion, quelle que soit leur destination;

Considérant que l'article 17 de la loi précitée prévoit que la coordination des radiofréquences en matière de radiodiffusion fait l'objet d'un accord de coopération avec les Communautés, en application de l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant que l'arrêté délibéré en Conseil des Ministres exécutant l'article 14 de la loi précitée n'a pas été adopté;

Considérant que l'accord de coopération exécutant l'article 17 de la loi précitée n'a pas été adopté;

Considérant que la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques a abrogé la loi du 30 juillet 1979 sur les radiocommunications (article 156);

Considérant que, partant, elle a abrogé l'arrêté royal du 10 janvier 1992 réglementant la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87.5 MHz -108 MHz;

Considérant la carence législative de l'Etat fédéral;

Considérant la nécessité d'adapter une fréquence;

Considérant l'urgence à agir, motivée, notamment, par la volonté de l'IBPT de sanctionner les éditeurs de services qui ne disposeraient pas d'une assignation;

Sur proposition de la Ministre de l'Audiovisuel;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Conformément à l'article 99 du décret du 30 avril 2009 portant ratification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 mars 2009 portant coordination du décret sur les services de médias audiovisuels, le Gouvernement arrête les listes des radiofréquences attribuables aux éditeurs de services pour la diffusion de service de radiodiffusion sonore en mode analogique par voie hertzienne terrestre.

Art. 2. Pour chaque radiofréquence, le Gouvernement indique les coordonnées géographiques, la hauteur d'antenne par rapport au sol, la valeur maximale de la puissance apparente rayonnée et les atténuations imposées.

Art. 3. Est attribuable aux éditeurs de services pour la diffusion de service de radiodiffusion sonore en mode analogique par voie hertzienne terrestre :

BRUXELLES 107.2 MHz

| | |
|---|--------------------------|
| Nom de la station : | BRUXELLES |
| Fréquence : | 107.2 MHz |
| Identifiant : | Y448.72 |
| Coordonnées géographiques : | 50 N 49 00 / 004 E 20 20 |
| PAR totale : | 500 W (27 dBW) |
| Directivité de l'antenne : | D |
| Hauteur de l'antenne au-dessus du niveau du sol : | 30 m |
| Polarisation : | V |

Diagramme directionnel de l'antenne :

| azimut [deg] | atténuation [dB] | azimut [deg] | atténuation [dB] | azimut [deg] | atténuation [dB] | azimut [deg] | atténuation [dB] |
|--------------|------------------|--------------|------------------|--------------|------------------|--------------|------------------|
| 0 | 7.0 | 90 | 3.0 | 180 | 0.0 | 270 | 2.0 |
| 10 | 7.0 | 100 | 3.0 | 190 | 0.0 | 280 | 3.0 |
| 20 | 7.0 | 110 | 2.0 | 200 | 0.0 | 290 | 3.0 |
| 30 | 6.0 | 120 | 1.0 | 210 | 0.0 | 300 | 4.0 |
| 40 | 6.0 | 130 | 1.0 | 220 | 0.0 | 310 | 5.0 |
| 50 | 6.0 | 140 | 0.0 | 230 | 0.0 | 320 | 6.0 |
| 60 | 6.0 | 150 | 0.0 | 240 | 0.0 | 330 | 6.0 |
| 70 | 5.0 | 160 | 0.0 | 250 | 1.0 | 340 | 6.0 |
| 80 | 4.0 | 170 | 0.0 | 260 | 1.0 | 350 | 6.0 |

Art. 4. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 décembre 2007 fixant la liste des radiofréquences assignables aux éditeurs de services pour la diffusion de service de radiodiffusion sonore en mode analogique par voie hertzienne terrestre ayant fait l'objet d'un accord technique préalable au comité de concertation du 29 novembre 2002, sont supprimées la fréquence Bruxelles 107.2 MHz et les caractéristiques techniques y afférentes.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. La Ministre en charge de l'Audiovisuel est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 octobre 2010.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 4109

[C — 2010/29615]

21 OKTOBER 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de technische kenmerken van Bruxelles 107.2 MHz waarvan de radiofrequentie wordt toegewezen aan een dienstenuitgever voor de uitzending van een klankradio-omroepdienst via analoge terrestrische radiogolven, zonder dat een andere Gemeenschap ervan belet wordt haar eigen beleid te voeren inzake klankradio-omroepdiensten via analoge terrestrische radiogolven

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van het initieel referentierooster van de Franse Gemeenschap voor de klankradio-omroep in frequentiemodulatie op de band 87.5-108 MHz en tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 betreffende de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de private diensten voor klankradio-omroep van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 30 april 2009 houdende bekrachtiging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 maart 2009 houdende coördinatie van het decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten, inzonderheid op artikel 99;

Overwegende dat het recht op vrijheid van meningsuiting wordt gewaarborgd door het internationaal recht, inzonderheid door artikel 19 van de Universele verklaring van de rechten van de Mens, artikel 19 van het Internationaal Pact inzake burgerrechten en politieke rechten, artikel 10 van het Verdrag tot Bescherming van de rechten van de mens en de Fundamentele Vrijheden en artikel 9 van de Kader-Overeenkomst voor de bescherming van de nationale minderheden;

Overwegende dat de vrijheid van meningsuiting door artikel 25 van de Grondwet wordt gewaarborgd;

Overwegende dat de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie die aangelegenheid op federaal niveau regelt;

Overwegende dat artikel 13, tweede lid, van voornoemde wet bepaalt dat het BIPT, voor de toewijzing en de coördinatie van radiofrequenties, rekening houdt met onder meer de internationale, regionale of bijzondere overeenkomsten alsook met de Europese bepalingen inzake de harmonisatie van radiofrequenties;

Overwegende dat artikel 14 van voornoemde wet bepaalt dat de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de technische voorschriften betreffende het gebruik van de radiofrequenties en de technische voorschriften betreffende het toekennen van radiofrequenties die uitsluitend voor omroepsignalen zijn bestemd, die gemeenschappelijk moeten blijven voor het geheel van de radioberichtgeving, ongeacht hun bestemming, bepaalt;

Overwegende dat artikel 17 van voornoemde wet bepaalt dat de coördinatie van radiofrequenties voor radio-omroep wordt geregeld door een samenwerkingsakkoord met de Gemeenschappen, met toepassing van artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat het in ministerraad overlegd koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 14 van voornoemde wet niet werd goedgekeurd;

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord ter uitvoering van artikel 17 van voornoemde wet niet werd aangenomen;

Overwegende dat de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving (artikel 156) heeft opgeheven;

Overwegende dat ze zodoende het koninklijk besluit van 10 januari 1992 betreffende de klankradio-omroep in frequentiemodulatie in de band 87,5 MHz - 108 MHz heeft opgeheven;

Gelet op de wetgevingsleemte van de federale Staat;

Overwegende dat het noodzakelijk is een frequentie aan te passen;

Overwegende dat dringend moet worden gehandeld, inzonderheid omdat het BIPT de dienstenuitgevers die niet over een toewijzing beschikken, wil sanctioneren;

Op de voordracht van de Minister belast met de audiovisuele sector;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 99 van het decreet van 30 april 2009 houdende bekrachtiging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 maart 2009 houdende coördinatie van het decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten, stelt de Regering de lijsten vast van de radiofrequenties die kunnen worden toegewezen aan de dienstenuitgevers voor de uitzending van klankradio-omroepdiensten via analoge terrestrische radiogolven.

Art. 2. Voor elke radiofrequentie bepaalt de Regering de geografische coördinaten, de hoogte van de antenne boven de grond, de maximumwaarde van het effectief uitgestraald vermogen en de opgelegde attenuaties.

Art. 3. Aan de dienstenuitgever voor de uitzending van een klankradio-omroepdienst via analoge terrestrische radiogolven kan worden toegewezen :

BRUXELLES 107.2 MHz

| | |
|--|------------------------|
| Naam van het station : | BRUXELLES |
| Frequentie : | 107.2 MHz |
| Identificatie : | Y448.72 |
| Geografische coördinaten : | 50 N 49 00/004 O 20 20 |
| Totaal EUV : | 500 W (27 dBW) |
| Directiviteit van de antenne : | D |
| Hoogte van de antenne boven de grond : | 30 m |
| Polarisatie : | V |

Richtingsdiagram van de antenne :

| azimut [gra] | attenuatie [dB] | azimut [gra] | attenuatie [dB] | azimut [gra] | attenuatie [dB] | azimut [gra] | attenuatie [dB] |
|--------------|-----------------|--------------|-----------------|--------------|-----------------|--------------|-----------------|
| 0 | 7.0 | 90 | 3.0 | 180 | 0.0 | 270 | 2.0 |
| 10 | 7.0 | 100 | 3.0 | 190 | 0.0 | 280 | 3.0 |
| 20 | 7.0 | 110 | 2.0 | 200 | 0.0 | 290 | 3.0 |
| 30 | 6.0 | 120 | 1.0 | 210 | 0.0 | 300 | 4.0 |
| 40 | 6.0 | 130 | 1.0 | 220 | 0.0 | 310 | 5.0 |
| 50 | 6.0 | 140 | 0.0 | 230 | 0.0 | 320 | 6.0 |
| 60 | 6.0 | 150 | 0.0 | 240 | 0.0 | 330 | 6.0 |
| 70 | 5.0 | 160 | 0.0 | 250 | 1.0 | 340 | 6.0 |
| 80 | 4.0 | 170 | 0.0 | 260 | 1.0 | 350 | 6.0 |

Art. 4. In artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 december 2007 tot vaststelling van de lijst van de radiofrequenties die kunnen worden toegewezen aan de dienstuitgevers voor de uitzending van klankradio-omroepdiensten via analoge terrestrische radiogolven waarvoor een voorafgaand technisch akkoord werd bereikt in het overlegcomité van 29 november 2002, wordt de vermelding «De frequentie Bruxelles 107.2 MHz en de daarmee verband houdende technische kenmerken» afgeschaft.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. De Minister bevoegd voor de Audiovisuele Sector wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 21 oktober 2010.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 4110

[C – 2010/29616]

21 OCTOBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les caractéristiques techniques de Bruxelles 106.8 MHz assignable à un éditeur de services pour la diffusion de service de radiodiffusion sonore en mode analogique par voie hertzienne terrestre sans qu'une autre Communauté soit empêchée de mener sa propre politique en matière de radiodiffusion sonore en mode analogique par voie hertzienne terrestre

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant le cadastre initial de référence de la Communauté française pour la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87.5-108 MHz et modifiant le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française;

Vu le décret du 30 avril 2009 portant ratification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 mars 2009 portant coordination du décret sur les services de médias audiovisuels, et en particulier l'article 99;

Considérant que la liberté d'expression est consacrée par le droit international, notamment par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et l'article 9 de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales;

Considérant que la liberté d'expression est consacrée par l'article 25 de la Constitution;

Considérant que la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques régit la matière à l'échelon fédéral;

Considérant que l'article 13, alinéa 2, de la loi précitée prévoit que, pour l'assignation et la coordination des radiofréquences, l'IBPT tient notamment compte des accords internationaux, régionaux ou particuliers y relatifs ainsi que des dispositions européennes concernant l'harmonisation des radiofréquences;

Considérant que l'article 14 de la loi précitée énonce que le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les prescriptions techniques concernant l'utilisation des radiofréquences et les prescriptions techniques concernant l'attribution de radiofréquences destinées exclusivement à des signaux de radiodiffusion, qui doivent rester communes à l'ensemble de la radiodiffusion, quelle que soit leur destination;

Considérant que l'article 17 de la loi précitée prévoit que la coordination des radiofréquences en matière de radiodiffusion fait l'objet d'un accord de coopération avec les Communautés, en application de l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant que l'arrêté délibéré en Conseil des Ministres exécutant l'article 14 de la loi précitée n'a pas été adopté;

Considérant que l'accord de coopération exécutant l'article 17 de la loi précitée n'a pas été adopté;

Considérant que la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques a abrogé la loi du 30 juillet 1979 sur les radiocommunications (article 156);

Considérant que, partant, elle a abrogé l'arrêté royal du 10 janvier 1992 réglementant la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87.5 MHz -108 MHz;

Considérant la carence législative de l'Etat fédéral;

Considérant la nécessité d'adapter une fréquence;

Considérant l'urgence à agir, motivée, notamment, par la volonté de l'IBPT de sanctionner les éditeurs de services qui ne disposeraient pas d'une assignation;